

*Expansion des exportations—Loi*

ressortir la question fondamentale en ce qui concerne la Société pour l'expansion des exportations. Le député de Vancouver Quadra (M. Clarke) a affirmé qu'il faudrait fusionner celle-ci avec la Corporation de développement du Canada en vue de constituer une nouvelle société d'expansion nationale. Si on agissait ainsi, a-t-il ajouté:

... nous pourrions trouver une nouvelle stratégie économique permettant au Canada d'équilibrer ses exportations et ses objectifs industriels. Finalement, ce moyen de rationaliser notre nouvelle politique d'exportation permettrait aussi d'encourager des institutions financières privées à investir dans le fonds de développement consacré aux pays du tiers monde en voie de développement.

Nous envisageons, en l'occurrence, l'expansion des marchés pour une vaste gamme de produits canadiens. Comme je l'ai dit tout à l'heure, le gouvernement semble avoir surtout des préoccupations à court terme. Il cherche à franchir les obstacles au fur et à mesure qu'ils se présentent, à régler les crises continues qui semblent représenter les statistiques mensuelles. Or, ce qu'il faut faire, c'est trouver de nouveaux débouchés pour les produits canadiens, afin d'assurer l'avenir économique de notre pays.

Je voudrais citer M. Shridath S. Ramphal, secrétaire général du Commonwealth. M. Ramphal s'est distingué par son apport à ce qu'on appelle le dialogue Nord-Sud qui se déroule actuellement et réunit les pays développés et les pays émergents qui, ensemble, cherchent à mettre au point de nouvelles stratégies de développement industriel susceptibles d'assurer de façon plus juste la croissance économique de tous les pays du monde.

Il fait remarquer que la plupart des populations en croissance et la plupart des futurs marchés se trouvent dans ce qu'on nomme les pays en voie de développement. Actuellement, ces populations et ces nations ont un faible pouvoir d'achat, ce qui fait qu'elles ne peuvent acheter beaucoup aux pays développés. Son idée, c'est que, si nous voyons loin, du point de vue de la création de nouveaux marchés, nous avons tout intérêt à aider ces pays, non seulement pour eux, mais pour notre propre bien. Non seulement cela stimulera l'économie des pays en voie de développement, mais cela assurera leur croissance soutenue jusqu'au taux mondial de croissance.

Voici ce que dit M. Ramphal à ce sujet:

Les revenus accrus que les pays en voie de développement retireraient de la suppression des obstacles tarifaires et autres et d'un accroissement régulier du revenu de leurs exportations de matières premières et de produits manufacturés seraient dépensés et rapidement dépensés en importations provenant des pays industrialisés.

Il arrive précisément à la même conclusion que le sous-comité du développement international qui, au cours des deux dernières sessions du Parlement, a étudié des questions relatives à l'établissement du prix des produits, qui a fait l'objet de la conférence CNUCED IV, et des questions portant sur le financement de la dette des pays du tiers monde, qui a fait l'objet de la Conférence sur la coopération économique internationale dont les travaux ont pris fin l'été dernier.

Lorsque nous parlons du fusionnement des politiques, de l'alignement de la politique du gouvernement sur celle de la Société pour l'expansion des exportations, qui est censée avoir été créée pour favoriser l'exportation des produits canadiens et, ce faisant, stimuler l'économie canadienne et créer des emplois chez nous, nous voulons dire qu'il faut aligner notre politique globale d'exportation sur la politique de développement de l'ACDI.

• (1642)

Deux députés ont commenté cet après-midi la confusion qui entoure le rôle de la Société pour l'expansion des exportations, en particulier vis-à-vis du tiers monde. Ne nous y trompons pas. La Société pour l'expansion des exportations est une entreprise commerciale. Ce n'est pas et ce ne devrait pas être une société de bienfaisance. Elle sert à assurer les exportations. Elle consent des prêts à ce que l'on pourrait appeler les pays intermédiaires. On l'a critiquée d'avoir consenti des prêts aux premiers pays du monde—par exemple l'aciérie à Perth Amboy, au New Jersey, et la construction d'une usine de pâte et papier en Pologne. Je blâme certainement la Société de consentir des prêts à Cuba.

Mon ami d'Esquimalt-Saanich a souligné l'autre soir, au cours de sa participation au débat, que l'on se trompait lourdement si on s'attendait que la population canadienne finance un instrument politique qui en fait aidait un pays à étendre ses opérations militaires outre-mer, et causait ainsi beaucoup de désordre. Je veux parler de la politique de Cuba qui envoie de plus en plus de soldats en Afrique, et augmente encore les risques, à mon avis, d'une troisième guerre mondiale. J'ai exprimé l'avis depuis quelque temps que, pour exprimer notre désaccord vis-à-vis des activités militaires cubaines qui font augmenter les risques de guerre, nous devrions suspendre les relations commerciales que nous entretenons avec ce pays par l'entremise de la Société pour l'expansion des exportations et par nos politiques d'aide.

La politique de la Société pour l'expansion des exportations, que ce soit au sujet de la construction d'une usine de pâte en Pologne, d'une aciérie aux États-Unis ou de l'exploitation minière dirigée par l'Inco en Indonésie, devrait être débattue et étudiée par un comité. Je n'ai pas l'intention pour le moment d'élaborer des idées déjà exposées par d'autres. J'ai surtout l'intention d'insister sur le caractère commercial de la Société pour l'expansion des exportations pour que l'on fasse une distinction nette entre cette société et les politiques d'aide du gouvernement dont l'ACDI se charge. C'est précisément parce que l'ACDI s'est mêlée d'exportations qu'elle a dévié de son véritable objectif. De plus, dans toute cette jungle de politiques, nous nous retrouvons dans une étrange position; non seulement l'ACDI ne réussit-elle pas à effectuer son travail humanitaire dans les pays du tiers-monde, mais elle ne réussit pas non plus à assurer de futurs clients au Canada.

J'ai déclaré au début de mon discours que l'un des apports les plus importants au débat jusqu'ici a été fait par mon ami de Vancouver Quadra qui a dit qu'une nouvelle politique nationale était nécessaire, qu'il nous faut une politique qui nous permette de rationaliser la création d'emplois et le développement de notre industrie. Je me servirai de cette déclaration comme point de départ pour ce que je voulais ajouter.

Si le gouvernement voulait bien perdre l'habitude qu'il a de prendre des décisions et d'appliquer des programmes de développement au petit bonheur, et s'il voulait bien préciser les attributions propres à chacun de ses organismes, il pourrait stimuler l'économie en adoptant un plan de croissance à long terme. Et ce faisant, il s'occuperait beaucoup mieux de ceux qui ont le plus besoin d'une véritable refonte.

Ce n'est pas d'hier qu'on parle de synchroniser les divers leviers d'action gouvernementale. J'ai ici une brochure publiée par l'administration fédérale sous le titre *Stratégie de coopéra-*